



Cofinancé par  
l'Union européenne



NDICI AFRICA 2023/442-954

**« Renforcement de la société civile pour la durabilité et la bonne gouvernance  
de la filière cacao en Côte d'Ivoire »**

**AVIS D'APPEL D'OFFRE N°01 DU 13 JUILLET 2023 (RELANCE)**

**TERMES DE REFERENCE POUR LE RECRUTEMENT D'UN.E CONSULTANT.E  
EXPERT.E JURISTE**

Dans le cadre de la mise en œuvre du Projet intitulé « *Renforcement de la société civile pour la durabilité et la bonne gouvernance de la filière cacao en Côte d'Ivoire* », cofinancé par l'Union européenne, l'association Initiatives pour le développement communautaire et la conservation de la Forêt (IDEF), lance un appel d'offre pour le recrutement d'un.e consultant.e qui apportera une expertise juridique dans les activités qui seront menées.

**Tâches pour le/la consultant/e :**

- Soutien aux cliniques juridiques sur le cacao : Les membres des OSC et des OPA de la Plateforme ivoirienne pour le cacao durable (PICD) seront formés dans le cadre de trois cliniques sur le cacao par an – pendant 3 ans – sur les cadres juridiques et réglementaires pertinents pour le secteur du cacao (droits fonciers, norme régionale africaine, diligence raisonnable en matière de droits de l'homme, mécanismes de plaintes) et sensibilisés aux développements juridiques clés (par exemple, le règlement de l'UE sur les produits sans déforestation). L'objectif de ces ateliers est le renforcement des capacités juridiques en vue de permettre une meilleure gouvernance et une meilleure mise en œuvre de la législation existante et de permettre un plaidoyer en faveur des réformes juridiques nécessaires. IDEF préparera et mettra en œuvre cette activité en étroite collaboration avec le/la consultante, qui apportera son expertise sur les développements juridiques de l'UE. Le/la consultant devra apporter une expertise sur les cadres juridiques ivoiriens pertinents.
- Conseil continu pour les OSC ivoiriennes : Les représentants des OSC ciblées par le projet recevront un encadrement avant les principales conférences et réunions de dialogue, ainsi que des services de conseil sur les principaux développements juridiques dans le secteur du cacao. Cela permettra de maximiser l'impact et l'efficacité du travail de plaidoyer auprès du secteur public et privé au niveau international. Le/la consultant/e apportera son expertise juridique pour le conseil continu.
- Etude scientifique : La recherche scientifique et les preuves sont cruciales pour le travail de plaidoyer basé sur des preuves et augmentent la légitimité des positions de la société civile dans le dialogue avec les décideurs politiques et le secteur privé. En collaboration avec IDEF et ses partenaires, le/la consultant/e produira 1 note par an sur les principaux problèmes juridiques du secteur du cacao en Côte d'Ivoire.
- Soutien aux cliniques universitaires (bourses et stage) : Trois étudiant.es par an en droit ou en sciences naturelles/environnementales à l'Université Jean Lorougnon Guédé de Daloa recevront une bourse

*IDEF, au service des communautés et de la Forêt.*

Côte d'Ivoire -Abidjan Cocody-Les-Deux-Plateaux, quartier Djibi, Ilot N°3471, Lot N°280, 2ème étage de l'immeuble en face du Stade d'Angré, 27

BP 518 Abidjan 27/ Email : [contcat@ongidef.org](mailto:contcat@ongidef.org) Tel : (+225) 07 49 10 21 93 / 01 40 73 81 75

[www.ongidef.org](http://www.ongidef.org)

pour leur permettre de réaliser leur mémoire de maîtrise sur un sujet lié au secteur du cacao. Afin de soutenir leur recherche par une expérience pratique, ils effectueront un stage d'un mois auprès d'une ONG travaillant dans le secteur du cacao. Les bourses encourageront l'intérêt des étudiant.es à se spécialiser et à faire des recherches sur des sujets liés au secteur du cacao, à contribuer aux analyses juridiques dans le cadre ce projet et à accroître l'implication des jeunes universitaires ivoiriens dans le secteur du cacao. Le soutien et l'expertise académiques seront assurés par le/a consultant/e, expert/e juridique local/e. En tant que mentor scientifique, le/la consultante fera partie du comité de sélection des Masterants pour la bourse de recherche.

Le soutien et l'expertise académiques seront assurés par le/a consultant/e, expert/e juridique local/e qui veillera au bon encadrement des étudiants et à la bonne organisation des ateliers.

- Traitement : le/la consultante travaillera sept (7) jours par mois et recevra son honoraire de consultante en fournissant une facture à la fin de chaque mois. Cet honoraire prend en compte les frais de déplacements, les hébergements, les coûts de communication et de restauration etc.

### **Profil, expérience et compétences :**

1. Un/une consultante individuelle
2. Docteur en science juridique (une expertise en droit de l'environnement serait un atout)
3. Expérience de travail ou connaissance des questions relatives à la gouvernance forestière, aux processus de politique forestière internationale (tels que les APV FLEGT, REDD+ ou RDUE), aux droits des communautés et au régime foncier (**souhaitable**)
4. Expertise en matière de cadre juridique pour le cacao en Côte d'Ivoire
5. Excellentes compétences en matière d'analyse juridique et politique
6. Capacité à expliquer des informations juridiques complexes dans un langage simple et à adapter la langue, le contenu et le style à différents publics
7. Esprit critique, grande créativité, flexibilité et recherche de solutions.

### **Calendrier**

Le contrat de consultance prendra effet dans le courant du mois d'août 2023 et se terminera en avril 2026.

### **Dossiers à fournir :**

1. Curriculum Vitae (CV)
2. Carte nationale d'Identité ou passeport
3. Offres techniques et financières

**NB** : Les offres sont attendues à l'adresse suivante : [contact@ongidef.org](mailto:contact@ongidef.org) en copie [bakary.traore@ongidef.org](mailto:bakary.traore@ongidef.org) au plus tard le : **26 juillet 2023 à 17h00 GMT**. Les offres reçues après cette date ne seront pas considérées.

Directeur Exécutif



Bakary TRAORE

*IDEF, au service des communautés et de la Forêt.*